



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 35 – 3 JUN 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

STATIONS-
SERVICE : TOTAL
SE RENFORCE EN
AFRIQUE DE
L'EST

L'ETAT DE LAGOS
SIGNE UN MOU POUR
LA CONSTRUCTION
D'UN PONT DE 38KM
(4,3 Mds EUR)

COTE D'IVOIRE :
LES ASSURANCES
TELEPHONES D'AXA
DISTRIBUEES PAR
JUMIA

AFRIQUE DU SUD :
MISE EN PLACE DU
RESEAU DE TRANSPORT
RAPIDE (BRT) A
JOHANNESBURG

EXPERTISE FRANCE
APPUIE LA
MOBILISATION DES
RECETTES FISCALES EN
GUINEE

ZAMBIE :
LE FRANÇAIS NEOEN ET
ENEL FAVORIS POUR LE
DEVELOPPEMENT DE
DEUX CENTRALES
SOLAIRES

ADOPTION DU DECRET
RELATIF A L'AGENCE
TOGOLAISE DES
GRANDS PROJETS
(ATGP)

RDC :
DEMARRAGE DES TRAVAUX
DE GEGAZAGE DU LAC KIVU
PAR L'ENTREPRISE
FRANÇAISE LIMINOLOGICAL
CORPORATION

LANCEMENT DES
TRAVAUX DE LA
STATION D'EAU
POTABLE DE KABALA
AU MALI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les échanges intracommunautaires en Afrique centrale continuent de se réduire et s'établissent pour la CEMAC à 2 % des échanges totaux des pays membres en 2015

Selon la commission économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), les échanges intracommunautaires de marchandises en zone CEMAC sont passés de 12 % du total des échanges de la zone en 1995 à 7 % en 2000 puis à 2 % fin 2015. Les échanges intra CEEAC ne représentent que 1,1 % du total des échanges des pays membres. Les échanges intracommunautaires en zone CEMAC sont constitués pour l'essentiel de pétrole brut, de carburants et lubrifiants, de sucres raffinés, d'huiles végétales, de bières, de savons de ménage, de tôles et de bandes en aluminium, de ciment, de bois contreplaqués, de tabac et cigarettes, de viande, de cuirs et peaux.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ L'AFC veut financer de nombreux projets en Afrique francophone

Africa Finance Corporation, institution financière spécialisée dans le financement public-privé d'infrastructures en Afrique, affichait fin 2015 des investissements cumulés de 2,6 Mds USD dans 24 pays africains, un montant qu'elle entend doubler d'ici 2019. Davantage tournée vers les pays anglophones, elle s'est engagée à investir 1 Md USD en trois ans dans des pays d'Afrique francophone. En Côte d'Ivoire, elle a participé au financement du pont Henri Konan Bédié, au projet d'expansion du Port autonome d'Abidjan (PAA) et a signé pour le co-développement et le financement de la centrale hydroélectrique de Singrobo. Africa Finance Corporation (AFC) vise aujourd'hui le Bénin mais aussi l'énergie solaire au Niger, au Mali, au Tchad.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique de l'Est : sélection d'Addis-Abeba et de Nairobi pour l'initiative 100 Resilient Cities

Les capitales éthiopienne et kenyane ont été sélectionnées pour bénéficier de l'appui 100 Resilient Cities de la fondation Rockefeller, visant à promouvoir les villes durables. Cette initiative globale permet aux villes bénéficiaires de devenir plus résilientes face aux défis posés par la globalisation, l'urbanisation et le changement climatique. Elle leur permet d'accéder : i) au financement d'un *Chief Resilience Officer* placé auprès de la municipalité, ii) à une assistance technique pour définir une stratégie de résilience, iii) à un réseau de solutions, prestataires de services, ONG, et partenaires du secteur privé et public, pouvant les appuyer dans la mise en place de leur stratégie de résilience.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : le secteur bancaire confronté à la montée des risques macroéconomiques

La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire (10 % du PIB), qui affichait fin décembre 2015 un ratio de capitalisation de 14,2 % (pour un seuil minimum de 10 %) et des taux de rentabilité toujours élevés. Le risque de crédit reste mesuré (créances douteuses de 3,1 % de l'encours total fin 2015), tout comme le risque de liquidité (les actifs liquides représentant 9 % du total des actifs). Pour autant, la Banque centrale s'inquiète des conséquences pour le système financier de la montée des risques macroéconomiques aux plans interne (bilan financier des ménages, montée du risque politique) et externe (faiblesse des cours des produits de base, atonie de la demande mondiale, sécheresse).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : décélération de la croissance au 1^{er} trimestre

Selon l'Institut national des statistiques, la croissance du PIB a décéléré à +5,3 % en g.a au 1^{er} trimestre, après +6,1 % au 4^{ème} trimestre 2015 et +6,6 % sur l'ensemble de l'année passée, soit son plus bas niveau depuis 2009. Avant la révélation du scandale des dettes cachées, les dernières prévisions de croissance du FMI et de la Banque mondiale s'élevaient respectivement à 6 % et 5,8 %, l'activité demeurant pénalisée par les conséquences de la sécheresse sur le secteur agricole et le retard pris par plusieurs investissements dans le secteur gazier.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : dégradation d'un cran de la notation souveraine par Fitch et mise sous revue par Moody's

Suite aux événements récents liés à la dissimulation de dettes publiques, l'agence de notation Fitch a dégradé d'un cran la notation souveraine à CC (défaut assorti d'un mince espoir de recouvrement). Parallèlement, l'agence Moody's a placé la sienne, actuellement en Caa1 (risque élevé, dégradée d'un cran mi-avril) sous revue, en vue d'une possible nouvelle dégradation d'ici à deux mois. Les agences s'inquiètent de la capacité, mais aussi de la volonté réelle des autorités, à faire face à leurs engagements financiers en raison de l'augmentation rapide de la dette et de la suspension de l'aide budgétaire internationale.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement échoue à sécuriser 500 M GHC (115 M EUR) lors de la dernière émission obligataire

Le gouvernement a émis sur le marché domestique un emprunt obligataire sur 3 ans afin de lever 500 M GHC, pour permettre une restructuration de la dette. L'objectif n'a cependant pas été atteint, le montant levé n'atteignant que 341 M GHC (78,4 M EUR), dont seuls 303 M GHC (69,7 M EUR) ont été acceptés à un taux nominal de 24,5 % sur 3 ans. Ce rendement inférieur aux objectifs pourrait avoir un impact négatif sur l'économie, dont la dette a atteint 99,9 Mds GHC fin 2015 (23 Mds EUR), et dont l'objectif de 500 M GHC a été intégré dans le calcul du budget 2016. C'est la 2^{ème} fois cette année que le gouvernement échoue à atteindre son objectif, n'ayant pu lever que 426,23 M GHC (98,1 M EUR) en janvier.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le gouvernement tchadien adopte un projet de loi de finance rectificative réduisant le budget de plus de 8 %**

Le gouvernement tchadien a adopté un projet de collectif budgétaire. Ce projet est basé sur un prix du Brent de 33 USD le baril contre 42 USD pour la loi de finance initiale et une production à exporter de 119 000 barils/jour contre 140 000 barils/jour. En conséquence, les ressources sont arrêtées à 1123,18 Mds FCA (-13.3 %) et les recettes à 1327,3 Mds FCFA (-8 %). Les dépenses d'investissement sont diminuées de 120 Mds FCFA. Le déficit devra être financé par l'émission nette de bons du trésor à hauteur de 80 Mds FCFA, un versement du FMI de 54 Mds FCFA et des aides budgétaires de 70 Mds FCFA.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : baisse du taux directeur de 100 points de base, à 10,5 %**

La Banque centrale kenyane a décidé d'abaisser le taux directeur (*Central Bank rate*, CBR) de 100 points de base. Celui-ci est ainsi passé de 11,5 % à 10,5 %. Selon la CBK, cette décision est motivée par la baisse de l'inflation et la stabilité du shilling au cours de ces trois derniers mois. Il s'agit de la première baisse du taux directeur depuis neuf mois, alors que le CBR avait été relevé de 8,5 % à 11,5 % en juin et juillet 2015, en raison de pressions inflationnistes liées à la dépréciation du shilling.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : baisse des investissements destinés à l'Inde**

Selon le ministère indien du Commerce et de l'Industrie, pour l'exercice financier avril 2015 - mars 2016, Maurice, avec 8,3 Mds USD, est, pour la première fois depuis 20 ans, passée à la 2^{ème} place derrière Singapour, avec 13,7 Mds USD, en ce qui concerne le volume des investissements destinés à l'Inde. Sur la période avril 2000 - mars 2016, Maurice reste de loin la première source de capitaux vers la « grande péninsule », avec pas moins de 96 Mds USD soit 33 % du flux total dirigé vers l'Inde, devant Singapour (46 Mds USD), le Royaume-Uni (23 Mds USD), le Japon (21 Mds USD), les Etats-Unis (18 Mds USD), les Pays-Bas (17 Mds USD) et l'Allemagne (9 Mds USD).

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice classée 73^{ème} dans le *Global Financial Centers Index* 2016**

L'édition 2016 du *Global Financial Centers Index*, publiée par le think tank londonien Z/Yen Group classe Maurice au 73^{ème} rang des centres financiers internationaux, soit un recul de 9 places par rapport à l'évaluation précédente. Le GFCI, publié deux fois par an, prend en compte plusieurs critères de compétitivité émanant de sources multiples (Banque Mondiale, Forum économique mondial, OCDE, professionnels de la finance, ...). A l'échelle mondiale (86 centres financiers scrutés), Londres arrive en tête, suivie de New York, puis Singapour. A l'échelle du continent africain, Maurice est positionnée au 3^{ème} rang, derrière Casablanca (33^{ème} rang mondial) et Johannesburg (51^{ème}).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : 12,5 % de croissance pour le secteur du tourisme au 1^{er} trimestre 2016**

Selon les derniers chiffres publiés par le Bureau des statistiques de Maurice, les arrivées touristiques pour le premier trimestre 2016 ont connu une progression de 12,5 % en comparaison à la même période en 2015. En conséquence, les prévisions des arrivées touristiques pour 2016 ont été revues à la hausse et sont maintenant estimées à 1 240 000 arrivées pour l'année 2016 (contre 1 152 000 en 2015 et 1 039 000 en 2014), alors que les recettes touristiques pourraient passer à 55 Mds Roupies (contre 49,5 Mds Rs en 2015 et 44,3 Mds Rs en 2014). Le secteur du tourisme contribue à hauteur de 8 % au PIB du pays.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le taux de chômage en très légère hausse en 2015**

Avec 1 500 demandeurs d'emploi supplémentaires, le taux de chômage à Maurice est passé de 7,8 % en 2014 à 7,9 % en 2015. Les jeunes (- de 25 ans) et les femmes sont les plus touchés avec des taux de 26,3 % et 11,6 %. Les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 19 % des demandeurs d'emploi. Sur un total de 538 000 salariés, le secteur tertiaire représente 67 % des emplois (57 % en 2005), tandis que les secteurs secondaire et primaire représentent respectivement 25 % (32 % en 2005) et 8 % des emplois (11 % en 2005). A ces données, il convient de rajouter les emplois liés à l'économie informelle (estimée aux alentours de 10 % du PIB).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : hausse de 50 % du budget dédié à l'électrification rurale**

Afin de répondre à la forte demande, le ministre de l'Energie et des Mines, Sospeter Muhongo, a annoncé une augmentation de 50 % du budget consacré à l'électrification dans les zones rurales, qui sera porté de 146 M EUR à 218 M EUR pour 2016/2017. 94 % du budget total du ministère (qui s'élève à 457 M EUR) auront ainsi été alloués au développement de projets, ce qui est inédit. Le ministre s'est engagé à mettre en œuvre l'ensemble des projets gérés par *Rural Energy Agency* (REA). Selon les dernières estimations du ministère, 40 % des tanzaniens seraient connectés contre 36 % en 2015, cette proportion serait de moins de 10 % dans les zones rurales.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : l'économie informelle ferait perdre 2 Mds USD de recettes fiscales par an à l'État**

Selon une étude réalisée par l'organisme tanzanien *Institute of Management and Entrepreneurship Development* (IMED), l'impact de l'économie informelle sur le système fiscal représenterait un manque à gagner d'environ 2 Mds USD par an pour l'État. Le secteur représenterait 40 % à 60 % du PIB, 70 % des services et emploierait 80 % de la main d'œuvre. Selon le ministre des Finances, Philip Mpango, la collecte de taxes devrait s'élever à 6,29 Mds USD tandis que les recettes non-fiscales devraient augmenter à 755,5 M USD en vue de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide extérieure. Les prêts et dons étrangers pourraient ainsi s'élever à 940 M USD, soit une réduction de 9 %.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : la pauvreté et le déficit d'infrastructures soulignés par la Banque mondiale**

Dans sa 8^{ème} édition du rapport biennal *Tanzania Economic Update* la Banque mondiale souligne la persistance de la pauvreté et l'important déficit d'infrastructures en Tanzanie. 12 millions de personnes en situation de pauvreté vivent avec moins de 0,6 USD par jour et le déficit d'infrastructures reste massif. La stabilité et la vigueur des principaux indicateurs macroéconomiques (croissance de 7,2 %, maîtrise de l'inflation autour de 6 %, stabilisation des réserves de change), n'ont pas eu l'impact escompté sur le développement du pays. La Banque mondiale a souligné la nécessité pressante d'exploiter le potentiel du secteur privé, notamment via le développement des partenariats publics-privés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Centrafrique : mission conclusive du FMI du 17 au 27 mai 2016**

L'organisation d'élections présidentielles et législatives et les évolutions économiques et financières récentes traduites par un taux de croissance du PIB à 4,8 % (contre 1 % en 2014), une inflation à 4,5 % (contre 11,6 % en 2014), un déficit budgétaire hors dons à -7,8 % (stable par rapport à 2014), ont permis au pays d'atteindre les objectifs fixés par le FMI dans le cadre du programme de facilité rapide 2013-2015. Une FEC devrait être octroyée par le FMI pour la période 2016-2019 avec un décaissement de 25 M DTS en 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : la Banque centrale annonce des mesures pour défendre son système financier

La BNA a annoncé vouloir réduire les fragilités internes de son système financier qui le mettent à l'écart du système mondial, alors que l'économie du pays est plombée par la crise pétrolière. Un « programme d'adéquation du système financier angolais aux normes prudentielles et bonnes pratiques internationales » destiné à affiner les mécanismes de contrôle et supervision, devrait être mis en place pour permettre à la Banque centrale d'exercer davantage son rôle de régulateur face aux banques commerciales, dont les pratiques et la solvabilité financière sont parfois douteuses. Un rapprochement est prévu avec la FED et la BCE pour garantir des financements locaux adéquats de la part des banques angolaises.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Expertise France appuie la mobilisation des recettes fiscales

Depuis février 2016, Expertise France met en œuvre un projet pilote d'appui à la mobilisation des ressources propres de la commune urbaine de Boffa. Financé sur des crédits du MAEDI affectés au plan de relance post-Ebola, ce projet développe une approche globale de mobilisation des ressources locales, en intervenant sur trois volets : renforcement des capacités de planification et de gestion financière locale, promotion de la redevabilité et amélioration des dispositifs de recensement et de collecte des recettes. L'approche multi-acteurs et participative élaborée dans le cadre de ce projet pourra être dupliquée dans d'autres territoires de Guinée et pays de la sous-région.

✉ alix.pillot@expertisefrance.fr

▼ Togo : adoption du décret relatif à l'Agence togolaise des grands projets

Le conseil des ministres a adopté le 12 mai dernier le décret portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Agence togolaise des grands projets (ATGP). Elle a été créée par la loi n°2014-014 du 22 octobre 2014 portant modernisation de l'action publique de l'État en faveur de l'économie. L'ATGP a pour objectif d'assister le gouvernement dans l'identification, la planification, la conduite et le contrôle des grands projets d'infrastructures. Avec l'adoption de ce décret, le gouvernement togolais, accompagné notamment par le cabinet Bird & Bird, s'engage à finaliser le processus de mise en œuvre de la loi PPP.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Finance : Bidcorp coté à Johannesburg et valorisé à 5 Mds EUR

Le géant sud-africain Bidvest Group (205 Mds de rands de chiffre d'affaires en 2015 – environ 12,16 Mds EUR) a introduit à la Bourse de Johannesburg (JSE) sa branche restauration Bid Corporation (Bidcorp). L'opération a consisté en la distribution en nature aux actionnaires de Bidvest d'un nombre proportionnel d'actions de la nouvelle structure Bidcorp, introduite dans la foulée au JSE. Cette IPO a été réalisée au cours de 270 rands par action, valorisant Bidcorp à 90 Mds de rands, soit environ 5,15 Mds EUR. C'est la deuxième plus grosse introduction boursière à Johannesburg depuis la cotation de l'opérateur télécoms Vodacom en 2009.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : l'Etat de Lagos signe un MoU pour la construction d'un pont pour un montant de 4,3 Mds USD

Un consortium de sept membres a signé un contrat de partenariat public-privé avec l'Etat de Lagos pour construire un pont de 38km reliant Lekki, Baiyeku et Ikorodu. Access Bank, JPMorgan et Africa Finance Corporation financeront ce projet évalué à 4,3 Mds USD. Visible Assets Ltd, Hi-tech Construction, Eldorado Nigeria Ltd et Julius Berger Plc réaliseront les travaux. Le pont devrait être opérationnel d'ici trois à cinq ans (2019-2021) et permettra de décongestionner le trafic sur les trois autres ponts qui relient le Mainland à Lagos Island. Les membres du consortium seront opérateurs pour une durée de 40 ans, avant que le pont revienne à l'Etat en 2059-2061.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Dangote se lance dans la construction de routes en ciment

Le groupe Dangote, première industrie cimentière d'Afrique, a reçu l'aval du gouvernement pour démarrer la construction de la route Lokoja-Obajana-Kabba-Ilorin (Etats de Kogi et Kwara). Pour ce projet, le groupe va bénéficier d'une remise de 30 % de l'impôt sur les bénéfices, résultat d'une nouvelle mesure valable pour toute entreprise qui investit dans des infrastructures publiques. La section entre Obajana et Kabba sera réalisée avec du ciment, tout comme la route que construit AshakaCem (Lafarge) dans l'Etat de Gombe. Le ciment semble peu à peu s'imposer comme une alternative à l'asphalte – qui compose la majorité des routes revêtues du Nigéria – au profit des deux géants cimentiers qui cumulent 90 % de la production nationale.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la deuxième phase des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Douala sera réalisée par le Chinois Poly Group

Poly Group construira en BOT la seconde partie d'une autoroute payante de 2 fois 3 voies de 3,75 m chacune et une largeur de plateforme de 33,50 mètres sur un tronçon long de 135 km. Pour mémoire les travaux de la première phase, sur un tronçon de 80 km, sont réalisés par la société China First Highway Engineering Company Limited (CFHEC), sur un financement de l'Exim Bank of China de 241,4 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAfD a prêté 52,04 M EUR pour aider le Congo à finaliser le projet de fibre optique

Déjà financé à hauteur de 30 M USD (27 M EUR) par la Banque mondiale et le gouvernement congolais, la composante congolaise du projet *Central African Backbone* (CAB) va bénéficier d'un financement supplémentaire de la BAD de 52 M EUR. Ce prêt devrait permettre d'étendre le réseau de fibre optique, de créer un data center national et d'améliorer les connexions internationales.

✉ arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nouveau projet de l'AFD au Congo dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**

Une étude va être lancée au mois de juin en vue du financement d'un nouveau projet chiffré à 8 M EUR, ciblant la formation professionnelle. Il viendra compléter deux autres programmes en cours d'exécution depuis 2007 et 2009, qui se concentrent respectivement sur la formation de personnel paramédical et sur l'appui aux centres d'éducation de la maintenance industrielle de Pointe-Noire.

✉ madaules@afd.fr

▼ **RDC : démarrage des travaux de dégazage du lac Kivu par l'entreprise française Liminological Corporation**

Le ministre congolais des hydrocarbures a lancé mercredi 25 mai 2016 les travaux de dégazage de lac Kivu près de Saké au Nord-Kivu, dans l'Est du pays. Ces travaux d'un coût de 2,6 M EUR ont été confiés à l'entreprise française Liminological Corporation. Le projet pourrait déboucher à terme sur la production de gaz méthane.

✉ christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : démarrage des opérations d'une nouvelle mine d'or**

Le canadien Roxgold démarrera la production de la mine de Yaramoko (centre du pays) début juin. La production devrait se situer aux alentours de 3 tonnes d'or par an. La production des sept mines « industrielles » actuellement en fonctionnement au Burkina Faso a atteint en 2015 36,5 tonnes d'or.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : mission de la Banque mondiale pour la négociation d'une aide budgétaire de 50 M USD**

Cette aide sera orientée vers la réforme du secteur électrique. Elle devrait être approuvée par le Conseil d'administration de la Banque en octobre 2016 pour un décaissement en décembre. Les deux principaux axes d'intervention retenus sont : (i) l'amélioration de la situation financière de la Société nationale de l'électricité (Sonabel), à travers notamment l'ajustement mensuel des prix de cession du carburant de la Sonabhy (Société nationale d'hydrocarbures) à la Sonabel, l'apurement de la dette croisée Sonabhy-Sonabel, et (ii) le développement des investissements de génération, par la révision du code de l'électricité afin de favoriser une libéralisation progressive du secteur, le renforcement du rôle du régulateur et le lancement d'une réflexion sur la création d'un fonds d'investissement.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : les suspicions de détournement dans la filière anacarde conduisent à la suspension de la direction du Conseil coton-anacarde**

La presse internationale révélait récemment un déficit de 7,6 M EUR dans la filière anacarde identifié par un audit confidentiel commandité suite à des suspicions internes portées auprès de la Haute autorité pour la bonne gouvernance. Bien que contestée par une partie de la presse locale soupçonnant les exportateurs de manipulation, ces allégations ont eu raison de la direction du CCA, ses directeur général et directeur général adjoint venant d'être suspendus en attendant les conclusions des investigations en cours.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : 161 M EUR de la Société internationale islamique de financement du commerce**

La Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC) a signé un accord-cadre de coopération de 180 M USD avec le gouvernement malien, en marge de la 41^{ème} réunion annuelle du Groupe de la Banque islamique de développement. Cet accord vise à financer deux secteurs stratégiques : (i) l'énergie et (ii) l'agriculture. Pour mémoire, l'ITFC a fourni à l'Etat malien un financement de 91 M EUR depuis 2008, principalement pour l'importation de produits pétroliers et de denrées alimentaires.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : lancement des travaux de la station d'eau potable de Kabala**

Le 27 mai 2016 a eu lieu à Kabala, en présence de l'Ambassadeur de France au Mali, la cérémonie de lancement des travaux de la composante Production du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de la localité de Kabala. Cette composante, d'un coût total 106 M EUR, sera cofinancée par la Banque européenne d'investissement, l'UE et l'AFD. Elle consistera en la réalisation : (i) d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 288 000 m³/j (marché attribué au consortium DEGEMONT/OTV/AI Project/SOGEA-SATOM) ; (ii) d'une prise d'eau dans le fleuve Niger (attribué à SOGEA-SATOM) ;(iii) et d'une conduite de refoulement d'eau traitée (attribué au consortium SOGEA-SATOM/DENYS).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 20 M USD de la Banque mondiale pour la filière arachide**

La Banque mondiale a accordé au Sénégal un financement additionnel d'un montant de 20 M USD dans le cadre de la deuxième phase du programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), initié en 2013, et qui vise à renforcer la production de semences certifiées et le système de commercialisation de la filière arachide sénégalaise. Ce financement, qui porte à 106 M USD les engagements de la Banque sur ce projet, est destiné notamment à appuyer les autorités à définir une nouvelle stratégie pour valoriser la filière et à envisager un programme de diversification des activités économiques dans les zones de production d'arachide.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti: signature de l'accord de construction et de maintenance du projet DARE**

La cérémonie de signature de l'accord de construction et de maintenance du projet de câble sous-marin DARE (*Djibouti Africa Region Express*) s'est tenue jeudi 26 mai. Initié par les autorités djiboutiennes, le projet DARE permettra de connecter 5 pays de la région (Djibouti, Yémen, Somalie, Kenya, ainsi que Tanzanie) grâce à un câble sous-marin de communication en fibre optique de 4 000 km, qui pourra acheminer un débit de 30 000 Gigabits par seconde. Le secteur des télécommunications occupe une place importante dans l'économie djiboutienne, les autorités ayant déjà investi dans plusieurs câbles sous-marins et terrestres. Avec le projet DARE, Djibouti entend renforcer sa position de hub régional des TIC.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : lancement d'appels à manifestation d'intérêt pour des projets dans les ENR**

Ethiopian Electric Power (EEP), l'agence publique en charge de la production et de la transmission d'électricité, a récemment publié plusieurs appels à manifestation d'intérêt pour des projets dans les énergies renouvelables : 3 projets éoliens en EPC, 2 projets solaires en IPP, et 1 projet hydroélectrique en IPP. Pour rappel, les autorités éthiopiennes ambitionnent d'atteindre 17 000 MW de capacités de production et un taux d'accès à l'électricité de 90 % d'ici 2020, contre 4 000 MW et 56 % respectivement actuellement.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 70 M EUR pour l'accès à l'eau potable et le traitement des eaux**

Le gouvernement éthiopien a annoncé disposer d'un budget de 70,4 M EUR (58 M EUR sur fonds propres et 12,4 M EUR alloués par les partenaires non-gouvernementaux) pour fournir de l'eau potable et assurer le traitement des eaux dans les régions affectées par la sécheresse et/ou les inondations : Amhara, Oromia, Somali, Afar, SNNP, et Tigray. L'Ethiopie a connu une année 2015 difficile marquée par une sécheresse exceptionnelle, tandis que de fortes pluies et inondations ont été enregistrées depuis le début de l'année 2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : construction d'une centrale solaire de 40 MW dans le comté de Makueni**

L'infrastructure sera mise en place à Kavulo dans le sous-comté de Kilome, situé à 200 km au sud-est de Nairobi. L'énergie produite par la centrale sera cédée au réseau électrique national. La construction de cette centrale entre dans le cadre du programme local de développement, Vision 2025, qui vient d'être publié et qui ambitionne de faire passer l'accès à l'énergie de 5,9 % à 40 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : augmentation des investissements chinois dans le secteur pétrolier**

Lors de la première réunion de la Commission énergétique mixte soudano-chinoise, à Khartoum le 23 mai, le Soudan a accordé à la Chine de nouvelles concessions d'exploration de pétrole et de gaz, la Chine a indiqué qu'elle allait augmenter sa production dans ses concessions actuelles. Ce pays aurait déjà investi 17 Mds USD dans le secteur pétrolier soudanais.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : accord-cadre entre la Chine et le Soudan pour la vente de réacteurs nucléaires**

La Chine et le Soudan ont également signé le 23 mai un accord cadre et un accord de coopération pour la fourniture par la Chine de deux réacteurs nucléaires à eau pressurisée, de 600 MW chacun. Le Soudan avait notifié en 2015 à l'Agence internationale pour l'Energie atomique son intention de lancer en 2021 la construction de réacteurs nucléaires pour un début de production en 2027. La *China National Nuclear Corp.* souhaite vendre à l'étranger 30 réacteurs d'ici 2030.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : signature de 2 conventions pour des services d'assistance technique**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la 2^{ème} phase du programme SUNREF 2 (*Sustainable Use of Natural Resources and Energy Financing*), deux conventions tripartites pour des services d'assistance technique d'une valeur de 3 M EUR ont été signées à Johannesburg. Cette somme financée par la coopération suisse (SECO) mais déléguée à l'AFD et hébergée par la SANEDI (agence de maîtrise de l'énergie sud-africaine) s'inscrit en complément d'une prochaine ligne de crédit verte de 120 M EUR de l'AFD pour 2 institutions financières sud-africaines (IDC et Nedbank). L'assistance technique permettra aux banques d'identifier et d'évaluer des projets éligibles au programme et les accompagnera dans le renforcement de capacités.

✉ steinsochasm@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : nouvelle loi sur l'expropriation pour accélérer la mise en œuvre de la réforme agraire

Le Conseil sud-africain des provinces a adopté le 18 mai dernier un projet de nouvelle loi sur l'expropriation après sa validation par l'Assemblée nationale en février dernier. L'objectif de cette loi est de donner une assise juridique plus solide à l'expropriation, notamment en ce qui concerne la notion « d'intérêt public » et permettre ainsi son utilisation pour la première fois dans le cadre de la réforme agraire. La loi doit encore être promulguée par le président de la République pour assurer son entrée en vigueur.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : baisse de la production viticole en 2016

Selon les premières prévisions pour 2016, la récolte sud-africaine de raisins de cuve devrait baisser de 6,7 % et s'établir à 1,38 M t. A l'issue des vendanges, la production de vin devrait s'élever à 10,71 M hl (-4 % par rapport à 2015). Malgré une saison difficile, en raison de la sécheresse et des dégâts occasionnés sur le vignoble par les feux de forêts, la qualité des vins devrait être garantie. Les raisins sont, globalement, plus petits que les années précédentes mais montrent une maturation de qualité. En 2015, l'Afrique du Sud était le 8^{ème} producteur de vins dans le monde (4,1 % des volumes) avec une production de 11,2 M hl.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : quand la technologie améliore la productivité agricole

De plus en plus de producteurs sud-africains ont recours aux nouvelles technologies pour améliorer leur production, en réduisant notamment les intrants et autres coûts pour améliorer leur productivité, en fruits et vin par exemple. De plus en plus de producteurs sud-africains font appel aux drones pour surveiller ou modéliser leurs terres. La télédétection se développe en fournissant de nombreuses données aux agriculteurs, elle permet de gérer au mieux la croissance végétale et d'identifier les problèmes. Des systèmes d'irrigation innovants se développent pour permettre des économies d'eau, monitorés par des applications mobiles. Certaines permettent aux agriculteurs la gestion de leur personnel et véhicules.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : l'industrie fruitière s'inquiète de la nouvelle réglementation des poids des containers

La nouvelle réglementation internationale concernant le pesage des containers maritimes sera appliquée au 1^{er} juillet 2016. Elle a été créée après que l'Organisation maritime internationale a amendé la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), et requiert que les containers aient désormais un poids vérifié avant d'être chargés sur un bateau. Le pesage est de la responsabilité de l'expéditeur. Le responsable logistique de l'association des producteurs d'agrumes s'est dit inquiet de cette nouvelle mesure et a estimé qu'il aurait fallu 18 mois supplémentaires à l'industrie pour se préparer à ces réglementations, notamment en termes d'équipement de pesage et de processus de certification.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Angola : production de 28 000 tonnes de farine de maïs en 2015

En 2015, l'Angola a produit près de 28 000 t de farine de maïs, représentant une croissance de 5000 t par rapport à 2014 (+21.7 %). Cette augmentation est due à l'exécution du programme dirigé de farine de maïs réalisé en collaboration avec 4 entreprises : Induve, Sociedade de Moulain, Rogerio Leal e Filhos et Fonseca e Irmãos. Le secteur faisait cependant toujours face à un manque de matières premières (maïs) dans la mesure où le pays ne disposait pas de fertilisants. Selon les chiffres de l'administration générale des Impôts (AGT), le pays aurait connu une baisse de ses importations de farine de maïs en 2015 de près de 58 000 t avec 256 000 t achetées.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la province de Bengo devrait produire 360 000 t de bananes en 2016

En marge de la 5^{ème} Foire nationale de la banane (26 au 29 mai dernier à Dande), les autorités provinciales de Bengo ont indiqué que la production de bananes de la province – voisine de Luanda – devrait enregistrer une hausse de 16 000 t en 2016, passant ainsi de 344 000 à 360 000 t. Cette annonce intervient alors qu'une cargaison de 17 000 tonnes de bananes est partie il y a quelques jours pour le Portugal, soit la première exportation vers l'Europe depuis 42 ans. Pour le pays, la filière pourrait constituer une nouvelle source de devises dans un contexte où les cours mondiaux du pétrole sont au plus bas et affectent sévèrement l'économie angolaise.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Une chenille dévaste les cultures de tomates dans le nord du Nigeria

La "mineuse de la tomate" originaire d'Amérique du Sud s'est propagée dans les régions productrices du nord du pays. En quelques jours, elle aurait détruit 80 % des plants de tomate à Kaduna et 90 % à Kano, où l'usine de transformation de tomates de Dangote (la plus grande d'Afrique) a été contrainte de fermer seulement deux mois après son inauguration. Le pays entier est confronté à une pénurie de tomates, dont le prix pour le consommateur atteint 2 USD l'unité (400 NGN) sur certains marchés locaux, soit environ quatre fois plus qu'il y a quelques mois. Le gouvernement a annoncé qu'il allait envoyer des experts dans le Nord pour tenter d'éradiquer cette chenille qui semble résister aux insecticides traditionnellement utilisés.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigeria se lance dans les OGM

Selon des informations recueillies par Jeune Afrique, la *National Biosafety Management Authority* a approuvé à compter du 1^{er} mai l'introduction d'une variété de coton OGM commercialisée par Monsanto, dont l'Indien Gyanendra Shukla dirige les activités africaines. Le coton Bollgard II, génétiquement modifié pour résister à certains insectes, est cultivé depuis 2008 au Burkina Faso, où l'interprofession cotonnière a décidé de l'abandonner progressivement en raison de pertes de qualité sur la fibre. Jusqu'ici, le Nigeria se limitait à des tests sur le manioc, le sorgho et le niébé transgéniques. À l'issue d'une phase d'homologation, la première production de coton OGM nigérian est attendue pour 2018.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Ghana : le Coco Board annonce vouloir lever 2 Mds USD pour financer la prochaine campagne cacaoyère**

Le *Ghana Cocoa Board* a annoncé son intention de lever 2 Mds USD, contre 1,8 Mds USD l'an dernier, afin de financer la campagne 2016 dont l'objectif est de 900 000 tonnes, contre 850 000 tonnes cette année. Cassiel Ato Forson, le vice-ministre des Finances, a par ailleurs demandé un retrait temporaire du droit de timbre, représentant 1 % du montant levé par l'institution. Malgré des conditions météorologiques défavorables, le Cocobod s'est déclaré optimiste quant à la réalisation de l'objectif de production.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **São Tomé-et-Príncipe : bienvenue sur l'île Chocolat**

Elle a connu l'âge d'or dans les années 1900, puis un déclin après l'indépendance. Aujourd'hui, la filière cacao se restructure. Certes, la production, qui a atteint 13 500 tonnes en 2015, reste marginale comparée aux 4,2 millions de tonnes produites mondialement. Elle assure cependant l'essentiel des revenus du pays et constitue sa principale source de devises (78 % des recettes d'exportation). Pour valoriser davantage les cacaos du terroir, l'État et les professionnels travaillent à l'obtention d'une Indication géographique protégée (IGP), avec le soutien du Samcert (*Smallholders' Access to Markets for Certified Sustainable Products*, un programme du Fonds international de développement agricole des Nations unies).

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Madagascar : la BAfD accorde un prêt de 1,1 M USD**

Le 23 mai à Lusaka, en marge de l'assemblée annuelle de la BAfD, le ministre malgache des Finances et du Budget et le vice-président par intérim de la BAfD ont signé un accord de prêt de 1,1 M USD destiné à appuyer la préparation d'un programme d'entrepreneuriat agricole pour les jeunes Malgaches. Ce prêt s'inscrit dans le cadre du programme *Enable Youth* et s'adresse aux diplômés universitaires avec pour objectif de leur offrir des emplois décentés et bien rémunérés. Ce programme vise à promouvoir une agriculture intensive en mobilisant des investissements du secteur privé dans l'agriculture ainsi que la modernisation des pratiques agricoles et l'émergence d'entreprises agricoles.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : 105 M USD dépensés par mois pour le transport du riz**

Chaque mois, les importations en Ouganda de riz pakistanais s'élèvent à 300 000 tonnes et représentent un coût de 105 MUSD en transport. L'Ouganda importe également 25 000 tonnes de riz en provenance de Tanzanie. Kingdom Rice, une usine de décorticage de riz a noué des partenariats avec des producteurs de riz locaux et a signé le 24 mai un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec la banque ougandaise de développement en vue de financer l'augmentation de la production de riz ougandais. Lors du Forum économique mondial en Afrique, qui s'est tenu à Kigali les 11-13 mai, l'Ouganda a été cité parmi les 6 pays qui auraient le potentiel pour répondre à la hausse de la demande alimentaire mondiale s'ils amélioraient leur système agricole.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : la production de pétrole en hausse en 2015

Un communiqué gouvernemental du 26 mai 2016 relatif aux informations sur les flux physiques et financiers du secteur énergie indique que la production de pétrole brut a enregistré une hausse de 55,55 % en 2015. La production journalière est passée de 19 000 barils en 2014 à 29 411 barils en 2015. Cette hausse s'explique par la mise en production de nouveaux puits sur les champs Espoir, Baobab et Marlin. Par contre, la valorisation de la part-Etat du pétrole brut et du gaz naturel est de 124 M USD, en baisse de 36,46 % par rapport aux performances de l'année 2014.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambia : Neoen et Enel favoris pour le développement de 2 centrales solaires

7 projets sur 48 ont été retenus à l'occasion du premier appel d'offres opéré en Zambie dans le cadre du programme *Scaling Solar* de la Banque mondiale, qui vise à réduire le coût de production de l'électricité. L'*Industrial Development Corporation* (IDC), chargé des investissements d'État en Zambie, a également annoncé que le français Neoen et l'italien Enel étaient les favoris pour le développement de 2 centrales de 50 MW, grâce à des tarifs de 6,02 et 7,84 centimes de dollar le kW respectivement. Les français Eren et EDF Energies nouvelles ont également été présélectionnés.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les revenus de la filière bois ont augmenté de 36 % en 2015

La quantité de bois exportée en 2015 a augmenté de 4,5 % pour atteindre 327 279 m³. Les revenus de la filière ont ainsi atteint 166,85 M EUR soit une hausse de 36 % par-rapport à 2014. Le continent asiatique est le principal client, représentant 58 % des ventes, suivi par l'Afrique (19 %), l'Europe (14 %), le continent américain (5 %) et le Moyen-Orient (3 %). La CEDEAO représente l'essentiel des débouchés pour le bois ghanéen, dominés par le Nigéria (39 %), suivi du Burkina Faso (24 %), du Niger (20 %) et du Sénégal (7 %).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Angola: le gouvernement met un terme à l'activité d'entreprises publiques peu rentables

Le 18 mai dernier, les ministres de l'Economie et de l'Industrie ont décidé par décret de mettre un terme aux activités de 16 entreprises d'Etat opérant dans le secteur de l'industrie de transformation, en quasi situation d'insolvabilité. Cette mesure fait suite au démantèlement de 5 entreprises étatiques du secteur de la construction en février dernier et de 15 entreprises de différents secteurs en novembre dernier, toujours pour les mêmes raisons. Ces mesures sont la conséquence des difficultés de l'Etat à soutenir ces entreprises en pleine situation de crise économique et financière due à la chute du prix du baril de pétrole depuis juin 2014.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : création de 17 nouveaux blocs d'exploration pétrolière et gazière

Selon la presse locale citant le ministère de l'Energie et du Pétrole kenyan, 17 nouveaux blocs d'exploration pétrolière et gazière ont été créés, portant à 63 leur nombre total. L'objectif du gouvernement kenyan est de diviser les blocs existants (46 blocs) et d'en créer 17 nouveaux pour réduire la taille de chacun et faciliter la conduite d'enquêtes sismiques par les compagnies pétrolière et gazière. L'attribution de licences d'exploration pour ces blocs est prévue en 2017. Les réserves de pétrole brut recouvrables sont estimées à 750 millions de barils. Trois compagnies se partagent actuellement des droits d'exploration sur trois blocs : Tullow Oil (50 %), Africa Oil (25 %) et Maersk (25 %).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : livraison de 2 nouvelles rames dans le contrat PRASA/Gibela

L'agence ferroviaire de passagers d'Afrique du Sud (PRASA) a reçu deux nouvelles rames sur les vingt attendues de la gamme X'Trapolis fabriqués par Alstom à Lapa (Brésil), portant à cinq le nombre de rame désormais en sa possession. Cette nouvelle livraison s'inscrit dans le cadre du contrat de livraison de 600 trains d'une valeur 51 Mds ZAR signé par l'agence en octobre 2013 avec le consortium Gibela Rail Transportation, filiale à 60 % d'Alstom. Les 580 autres rames seront assemblées localement à partir de juin l'année prochaine au sein de l'usine de Dunnotar (banlieue de Johannesburg) en construction depuis le 4 mars dernier.

✉ ophelie.chevallard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le tribunal d'arbitrage alloue 624 M ZAR à Bombela

Le panel d'experts en charge d'étudier la réclamation déposée par la *Bombela Civil Joint-Venture* (BCJV) pour les frais encourus à la suite de modifications de conception du projet Gautrain, a évalué l'indemnisation à 624 M ZAR, soit presque le double du montant de 354 M ZAR estimé en mars dernier. Suite à cette décision, le gouvernement provincial du Gauteng, via l'Agence de gestion du Gautrain (GMA), a engagé une procédure d'appel devant la Haute Cour. BCJV est détenue à 45 % par Murray & Roberts, 45 % par Bouygues et 10 % par *Strategic Partners Group* (SPG).

✉ ophelie.chevallard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : mise en place du réseau de transport rapide à Johannesburg

Les travaux de mise en place du bus rapide Rea Vaya (BRT), commencés en mars 2015 à l'initiative de la *Johannesburg Development Agency* (JDA), devraient être achevés en novembre 2016. Une des pièces centrales du projet est la construction d'un pont le long de l'artère de Grayston Drive. La ligne concernée connectera les quartiers de Sandton (nouveau centre des affaires de Johannesburg) et du township d'Alexandra (quartier défavorisé). Elle fait partie d'une initiative plus large de la municipalité intitulée *Corridors of Freedom* qui vise à encourager l'utilisation des transports en commun par les citoyens et prévoit la rénovation et l'optimisation des voies piétonnes et cyclables dans le but d'en encourager l'utilisation.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Zimbabwe : le gouvernement va s'associer à un partenaire étranger afin de sauver Air Zimbabwe**

Le ministre zimbabwéen des Transports a annoncé que le gouvernement allait s'associer à parts égales à un partenaire étranger en vue de sauver la compagnie aérienne nationale Air Zimbabwe, endettée à hauteur de 300 M USD. Dans ce cadre, les lois d'indigénisation votées en 2007 et promulguées en 2008, qui exigent que la majorité des parts des entreprises étrangères soient détenues par des Zimbabwéens noirs, ne s'appliqueront pas. Le ministre a également fait savoir que 12 compagnies aériennes étrangères ont été identifiées comme partenaires potentiels d'Air Zimbabwe. Fin 2015, la compagnie avait indiqué au gouvernement avoir besoin d'une injection de 260 M USD de capitaux.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : premier pays au monde à tester simultanément dans 5 villes le paiement en liquide pour l'utilisation d'Uber**

Avec plus de 65 % des transactions effectuées en liquide, l'Afrique du Sud offre un environnement favorable à cette expérience. Désormais les utilisateurs de l'application Uber pourront choisir de payer leur course par carte ou en liquide. Uber espère ainsi générer plus de trafic en attirant des clients qui n'osent pas donner leur numéro de carte lors de la première utilisation et ceux plus à l'aise avec des règlements en liquide. Ce test permettra à Uber de mieux comprendre comment ses clients utilisent les moyens de paiement mis à leur disposition. Les résultats de ce test pourraient impacter l'offre de Uber dans le monde.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ **Plus d'un Md USD de recettes des compagnies aériennes bloqués au Nigéria**

Depuis août 2015, la Banque centrale du Nigéria limite les transferts vers l'étranger, afin de limiter la baisse des réserves de change. Conséquemment, environ 575 M USD issus de la vente de billets des compagnies aériennes sont bloqués au Nigéria, selon l'Association internationale du transport aérien (AITA). L'AITA a rappelé que les liaisons avec le Nigéria pourraient être réduites si le problème n'était pas résolu, ce qui serait notamment contraire à la volonté de faire de Lagos un hub aérien en Afrique. La compagnie aérienne United Airlines vient d'annoncer la fin de sa ligne vers le Nigéria, après qu'Iberia se soit retiré fin avril 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'aéroport d'Abuja pourrait fermer pour réhabilitation**

A l'occasion du forum 2016 des acteurs de l'aviation à Abuja, le 16 mai dernier, le ministre nigérian de l'Aviation Hadi Sirika a déploré l'état de la piste de l'aéroport et déclaré que cette infrastructure pourrait bientôt être fermée pour travaux. Déjà en juillet 2014, l'aéroport avait été fermé pendant 60 heures sur deux week-ends d'affilée pour réparations de fissures sur la piste. Le ministre a rappelé l'ambition du gouvernement de concéder l'exploitation de ses aéroports à des acteurs privés, à commencer par les quatre aéroports internationaux (Abuja, Lagos, Port Harcourt et Kano).

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : renforcement de la concurrence sur les prix de l'internet mobile

Les quatre principaux opérateurs téléphoniques (MTN, Globacom, Airtel, Etisalat) ont baissé les prix de leurs forfaits internet. Tous offrent désormais 1,5Gb de data pour 5 USD (1 000 NGN) ; c'est six fois moins cher qu'en 2015 (200-300 Mo pour 5 USD). Pour rappel, les tarifs planchers ont été abandonnés par la NCC en octobre 2015. Selon Reportlinker, les revenus issus du marché de l'internet mobile en Afrique vont doubler d'ici 2019 (de 11 à 22 Mds USD), une croissance dix fois supérieure à celle des revenus issus des services vocaux auxquels se substituent des services *over-the-top* comme Facebook ou WhatsApp. Le Nigéria compte actuellement 92 millions d'utilisateurs d'internet mobile, soit environ 50 % de sa population.

✉ paulin.rousseau@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : concentration dans les Telecom

A la suite du rachat des filiales de Maroc Telecom par Etisalat en 2013, Gabon Telecom, filiale de Maroc Telecom et Atlantique Télécom Gabon (Moov Gabon), filiale de l'émirati Etisalat, devraient fusionner. Les autres opérateurs sont l'Indien Airtel (numéro 1) et AZUR (détenu à 75 % par le groupe de Bahrein Bintel). Un opérateur virtuel pourrait venir compléter l'offre.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : les assurances téléphones d'AXA distribuées par Jumia

Le groupe français d'assurances AXA et le leader du commerce en ligne africain *Africa Internet Group* ont démarré le 30 mai 2016, la distribution en ligne de produits d'assurance pour téléphones mobiles. Ce partenariat résulte d'un accord annoncé en début d'année, lors de l'entrée d'AXA dans le capital d'AIG (acquisition de 8 % de part au prix 75 MEUR). L'offre dénommée *Assur'mobile* a été lancée en Côte d'Ivoire sur *Jumia*, principale plateforme de vente en ligne d'AIG, et ne couvre pour l'instant que les bris d'écrans ou le vol. A noter qu'il n'est possible d'y souscrire que lors de l'achat d'un nouveau téléphone via *Jumia*.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Distribution : Total se renforce en Afrique de l'Est

Total a annoncé avoir trouvé un accord avec *Gulf Africa Petroleum Corporation* (GAPCO), société enregistrée à Maurice. L'opération porte principalement sur le rachat de deux terminaux logistiques, à Mombasa (Kenya) et Dar es Salam (Tanzanie), ainsi que sur un réseau de stations-service en Tanzanie (67), en Ouganda (32) et au Kenya (9). Le montant de la transaction, qui reste encore soumise à l'approbation des autorités des pays concernés, n'a pas été rendu public. Total compte pour le moment un réseau de 334 stations-service dans les trois pays est-africains concernés : 181 au Kenya, 32 en Tanzanie et 121 en Ouganda. Le groupe se fixe comme objectif de faire progresser sa part de marché sur le continent de 17 % en 2015 à plus de 20 %.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : Coca-Cola et SAB Miller autorisés à fusionner leurs activités d'embouteillage

Le groupe américain Coca-Cola et le brasseur sud-africain SAB Miller ont reçu l'accord de la Commission de la concurrence pour la création d'une nouvelle entité, Coca-Cola Beverages Africa, rassemblant leurs activités de mises en bouteille et qui devrait générer un chiffre d'affaires annuel de 2,9 Mds USD dans 12 pays et assurer 40 % du volume de boissons de Coca-Cola sur le continent.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la Société nationale de raffinage (SONARA) entend placer des obligations du Trésor d'une valeur totale de 69 Mds FCFA à la Douala stock exchange

Ces obligations du trésor, à coupon zéro, ont été émises suite à des opérations de titrisation de la dette de l'Etat camerounais vis-à-vis de la SONARA. Pour mémoire, trois conventions de titrisation ont été signées entre l'Etat et la SONARA avec des maturités comprises entre 5 et 9 ans ; la première est intervenue en novembre 2011 pour un montant de 33,6 Mds FCFA, la seconde en mai 2012 pour 15,8 Mds FCFA et la dernière en juillet 2013 pour 19,8 Mds FCFA. Le volume des titres concernés s'élève à 69,2 Mds FCFA en principal et les échéances couvrent la période de 2017 à 2021. La soumission des offres d'achat se clôture le 6 juin 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : signature d'un partenariat entre la SPIN et JA Gabon pour l'accompagnement des jeunes entreprises du numérique

La Société de patrimoine des infrastructures numériques dont la mission est d'exploiter, de maintenir et de commercialiser les infrastructures numériques au Gabon, mais aussi de détenir et de gérer, au nom et pour le compte de l'État, ses participations dans le secteur des télécommunications et de l'économie numérique vient de signer avec l'ONG JA Gabon un partenariat visant à soutenir les entreprises innovantes du secteur du numérique via des prises de participation. JA Gabon est financée par l'entreprise américaine de BTP BECHTEL dans le cadre de sa stratégie de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Mission du Medef international à Conakry

Une délégation du Medef international, conduite par Patrice Fonlladosa, directeur Afrique et Moyen Orient du groupe Veolia, s'est rendue en Guinée du 18 au 20 mai 2016. La délégation comptait une vingtaine de dirigeants d'entreprises (santé, formation, agriculture, numérique, identification et sécurisation de documents, transport, énergies renouvelables, services financiers, ingénierie, BTP, infrastructures). Elle a été reçue par le président de la République, le Premier Ministre ainsi que le garde des sceaux et d'autres ministres du Gouvernement. En partenariat avec l'Agence de promotion des investissements privés, plusieurs rencontres et tables rondes ont été organisées.

✉ olivier.buchbinder@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Abidjan a accueilli la troisième édition de la mission d'affaire marocaine *B to B in Africa*

Maroc Export et le groupe Banque populaire ont organisé du 29 au 31 mai à Abidjan, la troisième édition de la mission d'affaires *B to B in Africa*. Cette mission visait à permettre aux entreprises marocaines de s'imprégner du climat des affaires en Côte d'Ivoire. Il s'agissait également de leur présenter les offres de financement que pourrait leur proposer la Banque populaire à cet effet. Le rendez-vous de cette année était notamment axé sur les entreprises du secteur de l'automobile, du textile, des matériaux de constructions, des TIC et de l'énergie renouvelable. La mission se rendra également à Libreville les 31 mai et 1^{er} juin et à Dakar les 2 et 3 juin prochain.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Forum Bonnes nouvelles d'Afrique (Bordeaux, 9-10 juin 2016)

Organisée par la Fondation prospective et innovation et la mairie de Bordeaux, la quatrième édition de ce Forum s'attachera à accompagner et étudier l'émergence du continent africain. Les thèmes abordés cette année seront « Culture et économie en Afrique » (jeudi 9 juin 14-18h00) et « Où va l'Afrique ? » (vendredi 10 juin, 8H30- 13H00). L'évènement sera présidé par Jean-Pierre Raffarin et Alain Juppé et se déroulera à l'hôtel de ville de Bordeaux. Il réunira de nombreux hommes politiques, universitaires, experts et chefs d'entreprises européens et africains. Pour s'inscrire :

✉ contact@prospective-innovation.org - www.prospective-innovation.org

▼ Angola : Luanda va accueillir le 1^{er} Salon international de la biodiversité et de l'écotourisme

Le premier Salon international de la biodiversité et de l'écotourisme, auquel participeront 30 exposants nationaux et étrangers, se tiendra à Luanda, du 5 au 6 juin 2016. L'organisation de ce salon s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'Environnement, dont la cérémonie officielle aura lieu dans la capitale angolaise. 3 000 visiteurs sont attendus pour cette première édition qui offrira services, produits et équipements liés aux technologies non polluantes et au tourisme durable. Une série de conférences sera organisée en marge de l'exposition, autour du thème "La Lutte contre le Commerce Illégal de la Faune et Flore sauvages - Un devoir pour Tous".

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : séminaire de l'entreprise française CLS

L'entreprise française CLS Collecte Localisation Satellites était à Luanda du 24 au 27 mai pour un séminaire de présentation de ses compétences à la demande du ministère angolais des Pêches sur le thème « Contrôle des activités de pêches ». Suite à la présentation, par les agents du ministère des pratiques déjà en place dans le pays, les experts français ont présenté leur technologie et essayé de comprendre au mieux les besoins des Angolais en termes de surveillance et contrôle maritime ainsi que des zones et pratiques de pêche. L'ambassadeur de France et le secrétaire d'Etat à la Pêche étaient présents à l'ouverture de l'évènement et ont rappelé l'importance du secteur dans la diversification de l'économie et la baisse des importations.

✉ rodolphe.peugeot@dgtrésor.gouv.fr

▼ HEC Paris organise trois événements à Paris et réaffirme son soutien à la consolidation du secteur privé africain

En marge du tournoi de Roland Garros, le 27 mai, plus de 40 représentants de la communauté des affaires et du secteur public, pour qui l'Afrique est une priorité, étaient conviés à un cocktail. Le 29 mai, toujours dans l'enceinte des Internationaux de France, le panel Entrepreneurat en Afrique a été animé par Malick Diawara (Le Point Afrique). Parmi les intervenants, Sidi Touré (ministre ivoirien de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi), Samuel Mathey (conseiller du ministre ivoirien des PME), et Gilles Babinet (Africa4tech). Le 30 Mai, Thierry Tanoh, Secrétaire général de la Présidence de Côte d'Ivoire a été invité à s'entretenir du miracle ivoirien avec plus de cent participants.

✉ ma@35nord.com

▼ Sénat : colloque consacré au Nigéria

Organisé par Business France et ouvert par le Sénateur Revet, le colloque Nigéria s'est tenu le 27 mai au Sénat, en présence de Tony Elumelu, président de Heirs Holding et de sa fondation éponyme, de la Directrice générale de Business France, ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, et de l'ambassadeur de France au Nigéria. Plus de 130 entreprises étaient présentes. Ce sont 6 CCEF membres de la section Nigéria, le Directeur de Business France Nigéria, le CSER, le vice-président de la CCI Franco-nigériane, les représentants de l'AFD, de PROPARCO, de Bpifrance ainsi qu'une dizaine de sociétés venues pour l'occasion qui ont prodigué les conseils utiles à une prospection efficace de ce marché. Opération réussie de l'avis de nombreux participants.

✉ bertrand.delaforestdivonne@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : Abidjan accueillera un forum économique ivoiro-indien le 15 juin

Abidjan accueillera le 15 juin un forum économique ivoiro-indien à la faveur de la visite annoncée du président indien, Pranab Mukherjee, en Côte d'Ivoire. Cette rencontre d'affaires organisée par le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire, et la Confédération de l'industrie indienne, mobilisera les opérateurs économiques des deux pays. Fin 2015, le volume d'échanges bilatéral était estimé à 800 MUSD.

✉ kadysynthia.keita@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ouganda : 1^{er} Forum sur le développement urbain en Afrique Centrale et de l'Est à Kampala**

Le 1^{er} Forum sur le développement des villes d'Afrique centrale et de l'Est s'est tenu du 24 au 26 mai à Kampala. Il a réuni 450 participants, notamment des maires ou représentants de 45 villes situées dans l'ensemble des pays de la façade est-africaine, de l'Egypte à l'Afrique du Sud. Les représentants ont signé le 25 mai la Déclaration de Kampala, qui fixe des directives pour les politiques publiques urbaines notamment en termes de gouvernance, de coopération, de lutte contre la pauvreté ou d'environnement. Le Forum était organisé par la mairie de Kampala, la *Kampala Capital City Authority* (KCCA) et financé, entre autres, par l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : visite d'Etat du président togolais en Chine**

Le président s'est rendu en Chine accompagné de plusieurs de ses ministres. A cette occasion, le président chinois Xi Jinping a émis le souhait de faire de la zone du port de Lomé un pôle industriel pour faciliter l'implantation d'entreprises chinoises. Sans que les contours soient clairement identifiés, la presse relate plusieurs signatures de conventions dont un don de 27 M EUR pour des projets agricoles, un financement de près de 55 M EUR pour le barrage d'Adjarala (commun au Togo et au Bénin), ainsi qu'un prêt de 59 M EUR pour une nouvelle extension de l'aéroport international de Lomé.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
 La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
 anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

